

Doc. 13525

10 juin 2014

Election du(de la) Secrétaire Général(e) du Conseil de l'Europe

Communication
Comité des Ministres

*Lettre du Président des Délégués des Ministres à la Présidente de l'Assemblée, en date du 21 février 2014
(traduction)*

Madame la Présidente,

Je tiens à vous informer qu'à la 1192^e réunion des Délégués (19-21 février 2014), le Comité des Ministres a adopté la Résolution CM/Res (2014)1 contenant la liste des candidats qu'il a décidé de soumettre à l'Assemblée parlementaire en vue de l'élection du/de la Secrétaire Général(e).

La liste a été dressée suite à un vote, conformément au Règlement intérieur du Comité. Les noms sont présentés par ordre alphabétique de manière à indiquer que le Comité des Ministres ne souhaite pas exprimer de préférence entre les candidats inscrits sur la liste.

Je vous adresse ci-joint une copie de la résolution dans les deux langues officielles.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, ...

Signé

Rudolf Lennkh
Président des Délégués des Ministres

**Résolution CM/Res(2014)1
sur la nomination au poste de Secrétaire Général(e)**

(adoptée par le Comité des Ministres le 21 février 2014,
lors de la 1192e réunion des Délégués des Ministres)

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 36.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Vu le Règlement relatif à la nomination du Secrétaire Général(e), du (de la) Secrétaire Général(e) Adjoint(e) et du (de la) Secrétaire Général(e) de l'Assemblée parlementaire ayant rang de Secrétaire Général(e) Adjoint(e) ;

Vu les décisions prises lors de la 117e Session ministérielle (mai 2007) ;

Vu les Règles et procédures pour les futures élections du (de la) Secrétaire Général(e) – Déclaration interprétative conjointe (adoptée par l'Assemblée parlementaire lors de la Commission permanente le 12 mars 2010 et par le Comité des Ministres le 24 mars 2010) ;

Ayant examiné les trois candidatures déposées par les Gouvernements de France, Allemagne et Norvège ;

Ayant consulté les représentants de l'Assemblée parlementaire au sein du Comité mixte le 30 janvier 2014 ;

Ayant procédé à des entrevues avec les trois candidats,

Décide de soumettre à l'Assemblée parlementaire, pour la nomination au poste de Secrétaire Général(e), avec effet au 1er octobre 2014, les candidatures suivantes, présentées selon l'ordre alphabétique, les noms des gouvernements qui les ont présentées figurant entre parenthèses :

- M. Thorbjørn Jagland (Norvège) ;
- Mme Sabine Leutheusser-Schnarrenberger (Allemagne).

Thorbjørn JAGLAND



Thorbjørn Jagland a été élu Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en 2009. La même année, il a également été élu Président du Comité norvégien Nobel, qui présente le Prix Nobel de la Paix chaque année.

M. Jagland est né le 5 novembre 1950 à Drammen en Norvège. Il est marié à Hanne Grotjord et a deux enfants.

FONCTIONS MINISTÉRIELLES

- Premier ministre (1996-1997)
- Ministre des Affaires étrangères (2000-2001)

FONCTIONS PARLEMENTAIRES

- Président du Parlement norvégien (Storting) (2005 – 2009)
- Député (1993-2009)
- Membre de la Commission permanente de la Défense et de la Commission élargie des Affaires étrangères (2005-2009)
- Président de la Commission permanente des Affaires étrangères et de la Commission élargie des Affaires étrangères (2001-2005)
- Président du Comité consultatif de l'EEE, 2000-2005, membre du même Comité en 1994-1996 et 1997-2000
- Membre de la Commission permanente des Affaires étrangères et de la Commission élargie des Affaires étrangères (1993-1996 et 1997-2000), président de la Commission permanente pendant deux mois en 2000

FONCTIONS POLITIQUES EUROPEENNES ET TRANSATLANTIQUES

- Président de la délégation norvégienne pour les relations avec le Parlement européen (2001-2005)
- Membre de la délégation norvégienne auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (2001-2005)
- Membre de la délégation norvégienne auprès du Conseil nordique (1993-1996 et 1997-2000)
- Président de la délégation norvégienne au Second sommet du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 1997)
- Membre de la délégation norvégienne pour les relations avec le Parlement européen (1993-1996 et 1997-2000)

FONCTIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

- Président du Conseil d'administration du Centre pour la paix et les droits de l'homme d'Oslo (2006-2009)
- Président du Comité Moyen-Orient de l'Internationale Socialiste (2000-2006)
- Membre de la Commission d'établissement des faits de Charm al-Cheikh ("Commission Mitchell") (2000-2001)
- Vice-président de l'Internationale Socialiste (1999-2008)
- Membre du Conseil des gouverneurs du Centre Pères pour la paix depuis 1997
- Président de la Commission d'Administration et des Finances de l'Internationale Socialiste (1987-1992)

FONCTIONS POLITIQUES NATIONALES

- Président du Parti travailliste norvégien (1992-2002)
- Secrétaire du Parti travailliste (1987-1992)
- Secrétaire de la Commission du programme du Parti travailliste (1986-1989)
- Président de la Commission internationale du Parti travailliste (1986-1993)
- Secrétaire par intérim du Parti travailliste (1986-87)
- Secrétaire de la Commission sur le désarmement du Parti travailliste (1982-1983)
- Président du Mouvement norvégien des Jeunesses travaillistes (1977-1981)
- Président du Mouvement des Jeunesses travaillistes, département de Buskerud (1973-1976)

FONCTIONS ELECTIVES LOCALES

Membre de l'Assemblée départementale de Buskerud (1975-1983)

ETUDES

Diplôme d'économie, Université d'Oslo, 1975

PUBLICATIONS

Au cours de sa carrière politique, M. Jagland a écrit un grand nombre d'articles et de publications, ainsi que de livres, sur des questions norvégiennes et internationales, en particulier européennes.

Sabine LEUTHEUSSER-SCHNARRENBARGER



Née le 26 juillet 1951 à Minden (Westphalie), veuve

Postes au Conseil des ministres fédéral

- Ministre fédérale de la Justice de 1992 à 1994
- Ministre fédérale de la Justice de 1994 à 1996, démission pour protester contre la surveillance acoustique de domiciles
- Ministre fédérale de la Justice de 2009 à 2013

Postes occupés au Bundestag allemand

- Membre du Bundestag allemand de 1990 à 2013
- Membre de la commission juridique de 1990 à 1992 et de 2005 à 2009
- Porte-parole du groupe parlementaire du FDP au sein de la commission juridique de 2005 à 2009
- Membre de la commission des droits de l'homme et de l'aide humanitaire de 1998 à 2005
- Membre adjoint de la commission des droits de l'homme et de l'aide humanitaire de 2005 à 2009
- Porte-parole du groupe parlementaire du FDP au sein de la commission des droits de l'homme et de l'aide humanitaire de 1998 à 2005
- Membre de la commission des affaires de l'Union européenne de 1998 à 2005
- Membre de la commission de la coopération économique et du développement de 1996 à 1998
- Membre de la commission de la famille, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse de 1996 à 1998
- Porte-parole pour les affaires de politique juridique du groupe parlementaire du FDP au sein du Bundestag allemand de 2005 à 2009
- Porte-parole pour les affaires de politique européenne du groupe parlementaire du FDP au sein du Bundestag allemand de 2002 à 2005
- Présidente adjointe du groupe parlementaire du FDP au sein du Bundestag allemand de 2001 à 2002 et de 2005 à 2009

Postes occupés au niveau européen

- Membre de la délégation allemande à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de 2002 à 2009
- Vice-Présidente du groupe ADLE à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de 2003 à 2009
- Membre de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme du Conseil de l'Europe de 2003 à 2009
- Membre de la commission de suivi de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de 2007 à 2009

- Membre de la sous-commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme de 2005 à 2009
- Rapporteuse entre autres sur:
 - o- Allégations d'utilisation abusive du système de justice pénale, motivée par des considérations politiques, dans les États membres du Conseil de l'Europe, 2009
 - o- Respect des obligations et engagements de l'Ukraine, 2009
 - o- Les enquêtes sur les crimes qui auraient été commis par de hauts responsables sous le régime Koutchma en Ukraine – l'affaire Gongadze: un exemple emblématique, 2008
 - o- Les circonstances entourant l'arrestation et l'inculpation de hauts dirigeants de l'oukros, 2004

Postes occupés au niveau international

- Membre de la Commission d'enquête internationale des Nations Unies sur le Timor oriental de 1999 à 2000

Positions politiques au niveau de la Fédération, des Länder fédéraux et des communes

- Membre du Parti libéral démocrate (FDP) depuis 1987
- Présidente fédérale adjointe du FDP depuis 2010
- Membre du bureau national du FDP depuis 1997
- Membre du comité directeur du FDP depuis 1991
- Présidente du FDP dans l'État libre de Bavière de 2000 à 2013
- Membre de la commission spécialisée du FDP des affaires intérieures et de la justice depuis 1987
- Présidente de la commission spécialisée du FDP des affaires intérieures et de la justice en Bavière de 1996 à 2001
- Conseillère d'arrondissement à Starnberg depuis 2002
- Présidente de section du FDP à Starnberg de 1982 à 2001

Formation et activités professionnelles

- Études de droit à Göttingen et Bielefeld, Premier examen juridique d'État en 1975, Second examen juridique d'État en 1978
- Office fédéral des brevets à Munich de 1979 à 1990, dernière fonction occupée: chef de division
- Avocate à Munich depuis 1997
- Juge honoraire au tribunal du travail de Munich de 1984 à 1990
- Juge assesseur à la Cour fédérale disciplinaire de 1988 à 1990

Décorations (sélection)

- Croix d'Officier de l'Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne, 2002
- Ordre du Mérite de l'État libre de Bavière, 2002
- Médaille d'argent pour services rendus à la Constitution bavaroise, 2011
- Prix Max-Alsberg de l'association des avocats de la défense (*Verein Deutsche Strafverteidiger e.V.*), 2013

Publications (sélection)

- *Vom Recht auf Menschenwürde – 60 Jahre Europäische Menschenrechtskonvention* (Le droit à la dignité humaine - 60ème anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme) (Ed.), Tübingen, 2013
- *Datenschutz im digitalen Zeitalter: Freiheit und Privatheit vor neuen Gefahren*. (Protection des données à l'ère numérique: liberté et sphère privée face à des dangers nouveaux), dans: *Europa unter Druck – Identität und Solidarität auf dem Prüfstand: Referate zur Zukunft Europas 2010*, Kellerhals, Andreas (Ed.), Zürich et autres, p. 41 – 50, 2012
- *Der Beitritt der EU zur EMRK – Eine schier unendliche Geschichte* (L'adhésion de l'UE à la CEDH - une histoire pratiquement sans fin), dans: Hohmann-Dennhardt, Christine et autres (Ed.), *Grundrechte und Solidarität: Durchsetzung und Verfahren – Festschrift für Renate Jäger*, p. 135 – 146, 2011

- *Russland und der Europarat: Erfahrungen einer Abgeordneten* (La Russie et le Conseil de l'Europe: Expériences d'une députée), dans: Luchterhandt, Otto (Ed.), *Rechtskultur in Russland: Tradition und Wandel*, Berlin, p. 19 – 36, 2011
- *Grundrechtsschutz im Europa des Lissaboner Vertrags: Trends und Perspektiven* (Protection des droits fondamentaux dans l'Europe du Traité de Lisbonne: tendances et perspectives), dans: *Datenschutz und Datensicherheit*, 34ème année, cahier 8, p. 519 – 522, 2010
- *Friedensmacht Europa*. (L'Europe, force de paix) dans: Baasner, Frank / Klett, Michael (Ed.), *Europa: die Zukunft einer Idee. Robert Picht zum 70. Geburtstag*, Darmstadt, p. 208 – 222, 2007
- *Der Fall Khaled el Masri – Regierungen im Zwiespalt zwischen Terrorbekämpfung und Menschenrechte* (L'affaire Khaled el Masri - gouvernements pris entre la lutte contre le terrorisme et les droits de l'homme), dans: *Grundrechte-Report, Zur Lage der Bürger- und Menschenrechte in Deutschland*, p. 24 – 28, 2006
- *Terrorprävention in der offenen Gesellschaft* (Prévention du terrorisme dans une société ouverte. Sommes-nous en train de protéger notre société «à mort»?), dans: Bothe, Michael et autres (Ed.), *Der 11. September: Ursachen und Folgen*, Heidelberg, p. 125 suiv., 2003
- *Möglichkeiten und Bedingungen europäischer Weltfriedenspolitik* (Possibilités et conditions d'une politique européenne pour la paix internationale), dans: *Jahrbuch öffentliche Sicherheit 2002/03*, p. 17 – 25, 2003
- *Die normativen Grundlagen der Weltgemeinschaft - Aktualität der Menschenrechte und des interkulturellen Dialogs* (Les bases normatives de la communauté universelle - actualité des droits de l'homme et du dialogue interculturel), dans: *UNESCO heute*, 50ème année, cahier 1-2, 2003
- *Das Recht auf Leben: die Abschaffung der Todesstrafe* (Le droit à la vie: L'abolition de la peine de mort), dans: Amnesty International (Ed.), *40 Jahre für die Menschenrechte*, Neuwied et autres, p. S. 262 – 271, 2001
- *Mit (aller) Gewalt zum Frieden? : militärische Interventionen der Vereinten Nationen zwischen Moralität und Legalität* (Obtenir la paix avec (toute) force? : interventions militaires des Nations Unies entre la moralité et la légalité), dans: *Jahrbuch Menschenrechte*, vol. 2002, p. 87 – 103, 2001
- *Die Durchsetzung der Menschenrechte und des humanitären Völkerrechts in bewaffneten Konflikten: Ost-Timor und andere aktuelle Fälle* (Imposer les droits de l'homme et le droit international humanitaire dans des conflits armés : Le Timor oriental et d'autres affaires actuelles), dans: *Humanitäres Völkerrecht*, 13ème année, cahier 2, p. 86 – 89, 2000